NSSM 200

Le rapport qui accuse les Etats-Unis

ANTONIO GASPARI

C'est pour sauvegarder ce qu'ils croient être leurs intérêts que les Etats-Unis se sont lancés dans une politique mondiale de limitation des naissances. Les preuves existent. Elles sont accablantes. [1]

Le 10 août 1970, le président Richard Nixon confie au NSC (Conseil National de Sécurité) la charge de préparer un rapport sur la population mondiale. Le président américain craint que la croissance de la population dans le Tiers Monde devienne une menace pour les intérêts des Etats-Unis. Le 10 décembre 1974, le NSC publie les résultats de cette étude dans un rapport de 250 pages intitulé : *« National Security Study Nemorandum 200 : Implications of Worldwide population Growth for U.S. Security and 0verseas Interests »* (voir extraits pp. 44-45). L'étude en question avait été préparée par un comité du NSC supervisé par Henry Kissinger alors Secrétaire d'Etat et président du NSC.

Le 16 octobre 1975, Kissinger envoie un mémorandum confidentiel au président d'alors, Gerald Ford, [dont le directeur de cabinet était Dick Cheney, NdlR], lui demandant l'autorisation présidentielle de rendre opérationnelles les indications du « NSSM 200 » (Document déclassifié en juillet 1989). Le 26 novembre 1975, le président Ford signe un décret intitulé « National Security Decision Memorandum 314 » (déclassifié le 18 décembre 1989).

Le « NSSM 200 » et le « NSDM 314 », signés par Brent Scowcroft qui avait entre-temps remplacé Kissinger au poste de Conseiller pour la Sécurité Nationale, furent envoyés, comme « grandes orientations » de la politique à suivre, au Secrétaire d'Etat, au ministère des Finances, au ministère de la Santé, au ministère de la Défense, au ministère de l'Agriculture, au Chef de l'Etat-Major des trois Forces Armées, au directeur de la CIA, au Conseil économique du Président, au Conseil pour l'environnement et à l'administrateur de l'Agence pour le Développement international (AID).

NIXON CRAIGNAIT QUE LA CROISSANCE DE LA POPULATION DANS LE TIERS MONDE DEVIENNE UNE MENACE POUR LES INTÉRÊTS DES ETATS-UNIS

En mai 1976, le NSC rédigea le « First Annual report on U.S. International Population Policy ». Un rapport lui aussi secret qui fait suite au « NSSM 200 » et au « NSDM 314 » dans lequel sont analysés les progrès et la réalisation des programmes de contrôle et de réduction de la population des pays du Tiers-Monde (Ces documents officiels ont été déclassifiés par la Maison Blanche en juillet 1989 et rendus publics par les Archives nationales le 26 janvier 1990).

Il ressort de cette documentation, qu'à partir de 1976, la politique étrangère des Etats-Unis a pris un caractère résolument néo-malthusien. Des milliards de dollars ont été utilisés par les fonctionnaires des ambassades américaines dans le monde pour financer des programmes pour le contrôle démographique comprenant, en même temps que la contraception, des pratiques comme l'avortement et la stérilisation.

LE CONTENU DU « NSSM 200 »

Le « memorandum 200 » analyse de manière très détaillée le rapport existant

1. Ce texte a été publié la première fois dans la revue *Le Temps de l'église.*

entre l'accroissement de la population dans les pays moins développés et le futur accès des Etats-Unis à leurs ressources et à leurs activités commerciales. Les Etats-Unis, avec 6% de la population mondiale, consomment environ le tiers des ressources de la planète. Le « NSSM 200 » redoute donc que les taux élevés de natalité dans les pays étrangers soient une incitation à la compétition pour le contrôle des matières premières. Il craint que les concessions des compagnies américaines dans le monde puissent être expropriées ou sujettes à des interventions arbitraires. Treize pays sont cités pour leur croissance démographique inacceptable. en fonction de leur rôle stratégique. ou de leur richesse en matières premières. Ce sont dans l'ordre : l'Inde, le Bangladesh, le Pakistan. le Nigeria, le Mexique, l'Indonésie, le Brésil, les Philippines, la Thaïlande, l'Egypte, la Turquie, l'Ethiopie et la Colombie.

L'administration américaine envisage d'utiliser la technique persuasive des programmes de planification familiale. Le document secret propose que ces programmes soient introduits par les gouvernements locaux eux-mêmes ou par des groupes religieux locaux. Des incitations économiques pour la diffusion de l'usage des contraceptifs, une assistance sanitaire pour les techniques abortives et stérilisantes sont prévues. En outre pour éviter que les Etats-Unis ne soient accusés « d'activités impérialistes à visée raciale », il est recommandé d'utiliser des agences internationales, des groupes privés, des organisations politiques et religieuses présentes sur le territoire. On demande aux ambassades américaines de recueillir des informations à travers le monde afin de saisir chaque occasion de promouvoir des programmes de réduction de la fertilité.

Le « NSSM 200 » prévoit l'application de ces programmes à travers des accords de coopération stipulés par l'AID (Agency for International Development). L'AID est l'agence préposée par le gouvernement américain à la promotion et à la gestion des programmes d'aide aux pays étrangers. Mais il autorise aussi, en cas de nécessité, l'emploi de moyens de coercition. notamment l'arme alimentaire. Une disposition que le Congrès américain n'a pas hésité à utiliser.

DES MILLIARDS DE DOLLARS ONT SERVIS À FINANCER DES PROGRAMMES DE CONTRACEPTION, D'AVORTEMENT ET DE STÉRILISATION

Des incitations financières sont prévues. Le document évoque les résultats auxquels on est parvenu en Inde où un grand nombre d'hommes se sont fait stériliser en échange de compensations financières (page 138). Une augmentation des fonds destinés à la recherche de substances contraceptives et injectables ayant un effet à long terme est envisagée (pp. 172-173).

En ce qui concerne la pratique de l'avortement, bien que les lois fédérales américaines interdisent l'utilisation de fonds destinés à des pays étrangers pour favoriser l'avortement, le document se félicite qu'en de nombreux pays les lois régissant ces pratiques ne soient pas aussi restrictives et que, là où elle sont le plus sévères, l'avortement peut facilement être pratiqué par des médecins sans que les autorités n'interférent (pp. 182-183).

La supervision et la coordination du projet tout entier, comme il est expliqué dans le « NSSM 200 », sont confiées à un comité du sous-secrétariat du NSC, chargé de rédiger un rapport annuel qui doit être soumis directement au Président.

LES FINANCEMENTS

Pour financer ces programmes, les Etats-Unis ont dépensé plus que tous les autres pays ensembles. Les chiffres officiels parlent de 4 milliards de dollars utilisés par l'AID durant ces 20 dernières années. Conformément aux instructions du « NSSM 200 » des sommes considérables ont été allouées dans le même but, par le gouvernement des Etats-Unis à des institutions privées comme la *Rockefeller Foundation*, le *Sierra Club*, le *World Watch Institute*, la *Fondation Ford*, le *Pathfinder Fund*. Ce sont des organismes intermédiaires dont les plus importants sont l'UNFPA (*Agence des Nations Unies pour la Population*) et l'*International Planned Parenthood Federation* (IPPF) qui ont agi pour le compte de l'administration américaine. Ces organismes peuvent opérer dans les pays où des accords d'assistance bilatérale avec l'AID n'existent pas. Il est écrit à ce sujet dans le « Mémorandum 200 » que : *« L'IPPF et les autres organismes intermédiaires pour les programmes de contrôle démographique,*

n'ont pas besoin pour opérer de l'autorisation des gouvernements. En tant que groupes privés, ils ont seulement besoin de leur consentement tacite. L' IPPF peut agir avec plus d'efficacité à travers les sections locales, ce qu'aucun organisme gouvernemental étranger ni aucune organisation internationale ne pourrait faire. En outre, le caractère de volontariat de ces associations les libère de tout contrôle dans la mise en œuvre des programmes. C'est pourquoi nous recommandons à l'AID d'augmenter le financement de ces groupes (page 10) ».

En ce qui concerne la répartition des fonds pour les grands projets de réduction de la fertilité, le « NSSM 200 » s'en rapporte à la Banque mondiale (page 11). En janvier 1990, le président de la Banque mondiale, Barber B. Conable, annonça au cours d'une conférence organisée à Ottawa par l'IPPF, le triplement des fonds destinés aux programmes pour le contrôle des naissances. On passa de 500 millions de dollars dépensés en cinq ans à 800 millions à dépenser en trois ans. A cette occasion, Conable fit appel aux groupes et aux fondations privés, afin qu'ils travaillent avec la Banque mondiale pour *« faire accepter la planification des naissances à la moitié au moins de tous les couples du Tiers Monde, avant l'an 2000 »*.

AMERIQUE LATINE : SCANDALE AU BRESIL

Le cas le plus scandaleux concerne le Brésil. En 1991, le ministre de la Santé, Alceni Guerra, dénonça le projet de stérilisation des femmes brésiliennes, financé et soutenu par diverses associations internationales. Les déclarations du ministre furent reprises par la presse internationale (Interview du *Guardian* le 5 février 1991), une commission d'enquête parlementaire fut créée. Le ministre déclara que 7 millions et demi de femmes brésiliennes avaient été stérilisées en 5 ans, en dépit de l'interdiction légale la majorité des cas, la stérilisation avait été pratiquée sans que les patientes soient averties de l'irréversibilité de l'intervention. Selon les dires d'Alceni Guerra le programme de stérilisation a été financé à l'aide de 32 millions de dollars provenant de diverses sources dont : l'IPPF, le *Population Council*, l'*International Fédération for Family Life Promotion*, la *Ford Foundation*, la *Rockefeller Foundation* et la *Banque mondiale.*

Les données fournies par le ministre ont ensuite été confirmées par l'Institut brésilien de statistique. Selon l'Institut, 45% des femmes en âge de procréer ont été soumises à une ligature des trompes. Ces interventions, réalisées en grande partie sur des femmes appartenant aux classes les plus pauvres, ont été effectuées dans des cliniques gérées par les associations étrangères pour la planification familiale, et également dans des hôpitaux publics brésiliens. La BemFam, correspondante brésilienne de l'IPPF, fut la principale accusée. 74% des femmes ayant subi une césarienne ont été stérilisées. La moyenne mondiale est de 17%. Le rapport révèle enfin que des compensations financières ont été proposées aux femmes pour les convaincre de se faire stériliser.

Selon l'Association *ProVida* du Brésil. dans les seules années 88-89, l'UNFPA a investi au Brésil 49 millions de dollars en programmes de planification familiale, la plus grande partie ayant été utilisée pour pratiquer la stérilisation. Entre 1987 et 1989, le *Pathfinder Fund* a dépensé 112 755 dollars pour convaincre les membres du « *Groupe parlementaire brésilien sur la population* » d'insérer le concept de planification familiale dans la nouvelle Constitution brésilienne rédigée en 1988. Ce qui a été fait. Le résultat de ce programme cynique a été un écroulement de la natalité sans précédent dans le monde. Le taux de croissance de la population brésilienne est tombé en très peu de temps de 3 à 1,7%.

Au Pérou, le président Alberto Fujimori obtint, après son élection, un crédit de 1,2 million de dollars de l'UNFPA et commença un vaste programme de réduction de la natalité qui prévoyait la distribution de contraceptifs et la promotion de leur utilisation à travers des spots télévisés. Seule l'Eglise catholique s'est résolument prononcée contre ces mesures, et Mgr Miguel Irizar a déclaré : *« Durant ces derniers 25-30 ans, la production de biens et de services n'a pas augmenté tandis que la population s'est accrue. Ceci démontre que le problème est le sous-développement et non la population. Notre pays est aussi grand que l'Espagne, la France et l'Angleterre réunies et nous n'avons que 22 millions d'habitants. Je ne crois pas que le Pérou soit surpeuplé »*. L'évêque de Chimbote, Mgr Luis Arando Bambaren, a affirmé que *« la politique de contrôle des naissances a été imposée au Pérou par le Fonds monétaire international comme condition à l'octroi de nouveaux crédits »*.

L'AFRIQUE : CONVERTIR L'ISLAM A LA PLANIFICATION FAMILIALE

L'Afrique est le continent où l'on trouve la plus grande résistance à la politique de réduction de la fertilité.

La *John Hopkins University* (JHU) a signé en 1982 un contrat avec l'AID pour l'ouverture d'un programme d'études sur les causes de cette opposition au contrôle démographique. Une analyse approfondie des usages, coutumes et croyances religieuses des peuples africains a été faite. En 1986, la JHU a reçu 35 millions de dollars pour mener une campagne d'information, afin de promouvoir l'utilisation des contraceptifs en Afrique. En Gambie, l'un des programmes choisis par la JHU est un drame radiophonique qui s'intitule « Fakube Jarra » et cherche à concilier l'utilisation des méthodes de planification familiale systématique avec l'enseignement islamique. Le message met en doute le fait que les enfants soient un don du Seigneur et suggère au contraire l'idée que Dieu nous a donné la possibilité de planifier le nombre de nos enfants. Nous pouvons ainsi choisir de ne faire naître que les enfants dont nous pouvons prendre soin. On a tenté à travers ce programme de manipuler l'enseignement même du prophète Mahomet, soutenant que les prescriptions du Prophète sur la progéniture étaient déterminées par la basse densité démographique de l'époque. Etant donné ensuite que l'Islam interdit la conception durant l'allaitement, on conclut que la loi coranique soutient la planification familiale.

En 1988, un contrat d'une valeur de 15 millions de dollars a été signé entre l'AID et la JHU pour la réalisation d'une campagne de propagande au Nigeria. L'accord prévoyait la création de 3 000 programmes de télévision, radio, films, spectacles populaires, spots publicitaires, articles de journaux, en 5 langues, qui devaient être diffusés dans le pays à travers 22 stations de télévision, 35 canaux radiophoniques, 19 quotidiens, 18 hebdomadaires et 9 mensuels. Les autres activités décrites dans le contrat comprenaient la diffusion de messages incitant à l'utilisation des contraceptifs, à travers la production de chansons populaires écrites par des artistes locaux, des séminaires et des témoignages rendus sur ce thème par des autorités civiles et religieuses. La JHU s'engageait aussi à organiser des conférences et des séminaires pour orienter sur ces mêmes sujets les journalistes, les associations professionnelles et les personnalités les plus influentes.

Un contrat semblable, d'une valeur de 60 millions de dollars, a été signé entre l'AID et le *Pathfinder Fund*. 30 millions de dollars ont été dépensés pour persuader les autorités islamiques, les personnalités religieuses, les enseignants nigérians d'accepter les programmes de réduction de la fertilité. Actuellement, au seul Nigeria, sont en cours quinze projets visant au contrôle des naissances.

LES PROGRAMMES DEMOGRAPHIQUES EN ASIE

L'Asie est un immense continent où vit plus de la moitié de la population mondiale. Une analyse comparative des programmes démographiques réalisés dans cette partie du monde se révèle très compliquée. C'est pourquoi nous avons choisi de rapporter les cas les plus représentatifs, concernant l'Indonésie, l'Inde et la Thaïlande.

En Indonésie, l'AID a expérimenté pour le contrôle des populations, le « système des villages ». Il concerne 30 000 villages environ. Les unités locales recueillent des informations sur les habitudes contraceptives des couples et les transmettent au centre de coordination les plus proches. Un rapport de la *Banque mondiale* révèle que, dans un village de la province de Bali, la réunion mensuelle commence par un rapport détaillé, où chaque homme raconte quel est le moyen contraceptif qu'il utilise et comment. Les représentants locaux reçoivent des fonds pour recruter des citoyens se prêtant au service contraceptif. Le gouvernement fixe, pour chaque village, le nombre d'adhérents au programme. Si l'on atteint le quota établi, la ration de nourriture que reçoit le village sera augmentée, ainsi que les aides sanitaires et autres bénéfices. En général, l'AID préfère inciter des groupes entiers parce que le paiement de chaque couple, surtout en cas de stérilisation, a engendré de fortes critiques. Les femmes indonésiennes qui acceptent la pose d'un stérilet reçoivent des autorités du village un éloge public et des aides alimentaires, tandis que les femmes qui refusent se voient supprimer tout subside. Le succès du programme indonésien a été souligné par John Gilligan, administrateur de l'AID

sous l'administration Carter, lequel se vantait d'être parvenu à une réduction de 15 % du taux de fertilité durant la période comprise entre 1965 et 1976.

Le programme des villages obtint en Inde des résultats encore meilleurs. Dans certains cas, on offrait au village un financement, à la seule condition que tous les hommes d'âge adulte se soumettent à une vasectomie. Dans un autre village, 100% des couples ont accepté la planification familiale en échange de l'agrandissement du village. La majeure partie des hommes a ainsi été stérilisée.

L'Inde a été longtemps un laboratoire d'expériences des programmes de contrôle de la population. Dans le courant de 1976, en six mois, plus de 3 millions d'Indiens ont été stérilisés. Edward Pohlman, un expert en planification familiale qui a travaillé dans un programme de réduction de la fertilité, réalisé en Inde par les Américains, raconte, dans son livre « *Comment tuer la population* », que les vasectomies étaient pratiquées sur les places publiques, dans les gares et autres lieux au rythme de 20 à l'heure. Les Indiens l'acceptaient par nécessité, étant donné le grand nombre de chômeurs ayant besoin d'argent. La misère poussait les femmes à accepter la pose d'un stérilet en échange d'une ou deux roupies.

« EN TANT QUE GROUPES PRIVÉS, ILS PEUVENT AGIR AVEC PLUS D'EFFICACITÉ QU'AUCUN ORGANISME GOUVERNEMENTAL ÉTRANGER NI AUCUNE ORGANISATION INTERNATIONALE NE POURRAIT FAIRE »

Pohlman rapporte que la réalisation de ces programmes engendra beaucoup de colère parmi la population et les accusations d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Inde furent fréquentes. Il était aussi évident qu'un grand nombre d'Indiens considéraient la planification familiale imposée par les Américains comme une forme de génocide. Malgré les oppositions, le programme fonctionna à plein rythme, car c'était une source de profit pour la population. Le docteur Marie Mignon Mascarenhas, du groupe d'enquête de l'Organisation mondiale de la santé, a dénoncé un programme de sponsorisation des Etats-Unis au Bangalore où l'hôpital offrait aux femmes des aides alimentaires si elles consentaient à l'avortement ou à la stérilisation. (Rapport au Congrès de l'*American Family Institute* le 3 juillet 1981). En Inde, dans les seules années 1985-1986, plus de 4 millions de femmes ont été stérilisées par ligature des trompes et 5 millions en 1988-89. Des incitations appropriées ont été utilisées pour convaincre les gouvernements plus réticents. En Thaïlande par exemple, une délégation de la Banque mondiale a dans les années 1958-59, cherché à sensibiliser le gouvernement aux conséquences néfastes de la croissance de la population. Au début, le gouvernement thaï ne s'est pas laissé convaincre, même s'il a autorisé le *Population Council* à entrer dans le pays et à dépenser 1,5 million de dollars en symposiums et conférences sur le thème de la démographie, auxquels furent invités tous les dirigeants thaïlandais.

Après quoi le gouvernement thaïlandais céda à la pression et à partir de 1968 il s'engagea dans la réalisation de programmes de contrôle de la population en échange de 3,5 millions de dollars fournis par l'AID. En prime, la Banque mondiale augmenta l'importance des prêts, plus de 700 millions de dollars pour le, années 1969-1977, et les Etats-Unis allouèrent 100 millions de dollars par an au titre de l'assistance économique et militaire. Le gouvernement thaï s'engagea en échange à entamer une politique radicale de réduction de la fertilité, principalement à travers les hôpitaux. 43% des patientes hospitalisées en obstétrique furent stérilisées et dans la période allant de 1965 à 1975. le taux de natalité diminua de 23 %.

Cette politique n'a en rien profité aux pays « bénéficiaires ». Elle les a au contraire meurtris et parfois profondément déstabilisés. Il aurait beaucoup mieux valu que le gouvernement américain utilise ces fonds pour des projets de développement d'infrastructures. Il y aurait gagné en retombées commerciales, en élargissement des marchés, en sympathie et en reconnaissance de la part des pays pauvres. Mais cela ne correspondait peut-être pas aux intérêts des puissants monopoles qui contrôlent le marché mondial des matières premières et qui ont encore, hélas, tant d'influence sur le gouvernement de Washington.